

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier

CERGY-PONTOISE, le 31 octobre 2013

5 avenue de la Palette

95010 CERGY-PONTOISE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZITOUNTERK (casse auto)
chemin de la piste

95500 Bonneuil-en-France

Références : ud95-2023-0767
Code AIOT : 0006507389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement ZITOUNTERK (casse auto) implanté chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture à Bonneuil-en-France. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite aux signalements du SIAH concernant des constatations réalisées par ses agents, sur de fortes odeurs d'hydrocarbure dans les canalisations d'eau pluviale à laquelle la zone de dépollution de la société Zitounterk est raccordée. Le contrôle visait donc à vérifier si l'activité de l'exploitant pourrait être à l'origine de ces odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZITOUNTERK Ahmed (casse auto)
- chemin de la piste et 6 et 8 bis chemin de la couture 95500 Bonneuil-en-France
- Code AIOT : 0006507389
- Régime : Autorisation

La casse Zitounterk est un centre de traitement de véhicules hors d'usage (VHU) soumis à enregistrement. L'exploitant stocke également des véhicules en attente de décisions d'assurances.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des stocks de produits dangereux
- schéma des réseaux
- Rétention
- Collecte des eaux pluviales
- Valeurs limites de rejets
- prévention des pollutions
- émissions de polluants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des

risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Rétention	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Sans objet
5	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Sans objet
6	prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32	Sans objet
7	Émissions de polluants	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.
Compte tenu de la non-conformité relative à la capacité de l'exploitant à retenir les eaux d'extinction sur son site en cas de sinistre, l'Inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sur ce sujet dans un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : L'inspection a interrogé l'exploitant sur la disponibilité d'un état des stocks des produits dangereux. L'exploitant a déclaré qu'il dispose notamment des bordereaux d'évacuation de ses huiles usagées, mais qu'il ne dispose pas d'état des stocks pour les produits pétroliers qu'il utilise directement dans ses engins. L'exploitant s'est engagé à réaliser l'état des stocks conformément à la prescription.
Non-conformité 1 : Contrairement à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks conforme à la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : l'exploitant a déclaré qu'il avait transmis un schéma des réseaux à l'inspection dans le cadre du porter à connaissance transmis pour instruction. Du fait des travaux en cours sur son installation, l'exploitant a déclaré qu'il réaliserait une mise à jour de ce plan dès que les raccordements seraient finalisés.
Observations : Demande de l'inspection n°1 : l'exploitant transmettra son schéma des réseaux prévisionnel à l'Inspection afin de visualiser la localisation et les raccordements prévus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de travail
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; - les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'installation est dépourvue de dispositif permettant de retenir les eaux d'extinction dans la parcelle où se trouve la zone de dépollution. L'exploitant a expliqué qu'il était dans une phase d'importants travaux et qu'il prévoyait d'installer une structure de prétraitement des eaux polluées dans sa nouvelle parcelle, pour pouvoir, à terme, en faire la zone de dépollution des véhicules. L'inspection a rappelé que sur la nouvelle parcelle, l'exploitant devra être en mesure de démontrer sa capacité à garantir la retenue des eaux d'extinction.</p> <p>Non-conformité 2 : Contrairement à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, l'exploitant ne dispose pas de dispositif à même de retenir les eaux d'extinction en cas de sinistre. L'exploitant mettra en place les mesures techniques à même de le garantir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Sur signalement du SIAH, l'inspection s'est rendue sur site pour vérifier dans quelle condition les eaux de ruissellement potentiellement polluées étaient rejetées dans le réseau. L'inspection a pu constater, lors de l'ouverture de la plaque d'égout, une odeur d'hydrocarbures. Tous les débourbeurs de l'exploitant ont été inspectés en collaboration avec le SIAH. L'inspection a demandé l'ouverture du débourbeur en fond de parcelle de la zone de dépollution. Il a été constaté que le débourbeur était particulièrement chargé en huile, qu'il ne s'agissait pas d'une simple pellicule en surface de l'eau, mais d'une grande quantité d'huile. L'exploitant a expliqué qu'il avait réceptionné des VHU en grande partie brûlés suite aux émeutes et que pour la plupart, ils perdaient beaucoup d'huile. Les représentants du SIAH ont soulevé une problématique de pentes sur certaines parcelles que l'inspection a effectivement constaté. Une forte odeur de solvant s'est dégagée du débourbeur présent sur la parcelle la plus au nord. L'exploitant a assuré qu'aucune intervention mécanique n'avait lieu sur zone. Il s'est engagé à curer le débourbeur. L'exploitant a présenté le justificatif du dernier curage du séparateur datant de moins d'un mois au jour de l'inspection. L'inspection a également constaté devant un bâtiment d'entreposage de pièces mécaniques, des écoulements noirâtres de la porte vers le trottoir puis la rue Non-conformité 3 : contrairement à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant ne s'est pas assuré que les eaux issues du passage dans le débourbeur étaient convenablement traitées avant d'être rejetées dans le réseau d'eau pluviale. L'exploitant devra mettre en place les mesures organisationnelles à même de garantir que des huiles ne soient pas lessivées en cas de forte pluie ou de lavage de la parcelle. Non-conformité 4 : contrairement à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant ne s'est pas assuré que les écoulements de ses stocks soient collectés par un réseau spécifique et traités par un dispositif de traitement adéquat. L'exploitant mettra en place les mesures techniques pour y remédier
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Matières en suspension : 600 mg/l ;

DCO : 2 000 mg/l ;

DBO5 : 800 mg/l.

Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

Matières en suspension : 35 mg/l.

DCO : 125 mg/l ;

DBO5 : 30 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;

Plomb : 0,5 mg/l ;

Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;

Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des dernières analyses des eaux réalisées. Le préleveur est l'exploitant lui-même. Les valeurs relevées étaient très inférieures aux seuils autorisés et ne correspondaient pas aux constats réalisés notamment sur le débourbeur de la zone de dépollution. Le SIAH a alerté l'exploitant qu'un débourbeur plein d'huile et de produit pétrolier, serait lessivé en cas de forte pluie ou de lavage sur la parcelle, que celui-ci n'était conçu que pour stopper une petite quantité de produit pétrolier et était inefficace en cas de remplissage quasi complet de produit pétrolier. L'inspection a fait savoir à l'exploitant qu'il devrait faire évoluer l'organisation de ses curages, pour éviter un remplissage puis un lessivage du débourbeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, déversement accidentel
Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.
Constats : L'inspection a constaté la présence de cuves doubles parois, ainsi que de GRV munies de rétention béton.
Observations : Demande de l'inspection n°2 : l'exploitant se prononcera sur la gestion des éventuels écoulements de produit pétrolier et leur destination sur la zone de dépollution. Il explicitera les mesures organisationnelles à même d'y remédier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Émissions de polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.
Constats : L'inspection a de nouveau constaté l'encombrement de la zone de démontage des véhicules.

L'exploitant a expliqué qu'il avait nettement réduit la présence de pneus dans cette zone. L'inspection a constaté qu'il était possible de circuler à l'intérieur de la zone de démontage de véhicule, mais qu'il n'était pas possible d'utiliser les deux supports destinés au démontage.

Concernant les fluides contenus dans les circuits de climatisation, l'exploitant a présenté des bordereaux mentionnant ces retraits.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a présenté les bordereaux d'évacuation des huiles usagées et a déclaré être en possession de 2 bonbonnes de gaz de fluide frigorigène, dont l'une est vide et l'autre en cours de remplissage. Bien que ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection, il pourra être traité lors d'un prochain contrôle de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

Thème(s) : Situation administrative, Dépollution

Prescription contrôlée :

L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de personnels intervenant sur les véhicules. L'inspection a alerté l'exploitant sur le fait que ces personnes devaient être formées et habilitées à intervenir sur les véhicules. L'exploitant a présenté le contrat de l'un des employés en expliquant qu'il serait formé dès qu'une place se libérerait. L'inspection a de nouveau alerté l'exploitant sur le fait que ces personnels non habilités à démonter les véhicules ne pouvaient intervenir sur les véhicules.

L'inspection a constaté la présence de personnel démontant des véhicules sur site. L'inspection a de nouveau alerté l'exploitant sur le fait que ces personnes n'étaient pas habilitées à intervenir sur les circuits de climatisation.

Pour l'un d'entre eux, l'exploitant a présenté son contrat débutant en juillet 2023, et pour lequel, il était prévu une formation avant la fin d'année en fonction des places disponibles.

Non-conformité 5 : Contrairement à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, l'exploitant a

fait intervenir des personnels non formés pour réaliser des opérations de dépollution.

Observations : Demande de l'inspection n°3 : l'exploitant transmettra l'attestation de formation de son personnel dès qu'elle sera réalisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois